

LIBYE

La fin des brigades ?

Maryline Dumas

Une vague de manifestations anti-brigades a submergé la Libye ces dernières semaines. Ces protestations, dont certaines se sont terminées en bain de sang, ont provoqué le départ des groupes armés de Tripoli.

Est-ce la fin des groupes armés en Libye ? C'est en tout cas ce qu'espère une majorité de Libyens. Un mouvement en ce sens a débuté le 15 novembre dernier à Tripoli, mais rien n'est gagné pour l'instant.

Ce 15 novembre 2013 restera marqué dans les mémoires des Tripolitains comme le « vendredi noir ». Ce jour-là, après la prière, quelques milliers d'entre eux se sont dirigés à Gahrgour (quartier au sud de Tripoli), où se trouvent les belles villas des anciens responsables kadhafistes occupées, depuis la fin de la révolution, par des brigades de Misrata, les plus puissantes du pays et étiquetées islamistes. Aux cris de « Le sang des martyrs n'a pas coulé en vain » et « Oui à une armée et une police nationales », les protestataires exigeaient le démantèlement des groupes armés.

50 personnes tuées

Créés pendant ou après la révolution, ceux-ci sont censés maintenir la

sécurité du pays en l'absence d'une police et d'une armée équipées et efficaces. Placés théoriquement sous l'autorité de l'Etat libyen pour la plupart, ces groupes agissent, dans les faits, de façon indépendante. Certains sont même responsables de nombreux délits ou crimes, à commencer par le kidnapping, pendant quelques heures, du Premier ministre Ali Zeidan le 10 octobre dernier. Réunis autour d'une personnalité forte, d'une appartenance à une ville ou à une tribu, les membres des groupes armés n'hésitent pas à s'adonner au trafic de drogue, alcool ou armes. Ce qui provoque parfois des rivalités entre brigades : le 7 novembre, le bataillon « Nosoor » de Misrata s'est attaqué à une brigade de Souq al-Juma (quartier de Tripoli) devant l'hôtel Radisson blu de la capitale. Les vitres ont volé en éclats : « C'était une vraie scène de guerre. Ça tirait de tous les côtés à coup de RPG et autres canons », explique un client de l'hôtel. En cause, le refus du commandant du premier groupe de retirer les filtres teintés collés aux vitres de sa voiture alors qu'il était arrêté à un check-point organisé par le second groupe. Deux personnes sont décédées. Dans un pays où plus de 20 millions d'armes (pour 6 millions d'habitants) circulent, les tensions peuvent vite dégénérer.

Et c'est ce qui s'est passé le 15 novembre. Les brigades de Misrata ont tiré sur les manifestants. « C'était une manifestation pacifique, détaille, choqué, Hamza, un manifestant au chômage. Nous avions des drapeaux blancs et des fleurs. Les miliciens ont tiré avec des lance-roquettes sur les gens. Le premier à tomber était un vieil homme. Là, juste à côté de moi. »

Les brigades incriminées assurent, quant à elles, que ce sont les manifestants qui ont tiré les premiers. Il semble que ceux-ci soient effectivement allés chercher des armes dans leur voiture après les premiers tirs. S'est ensuivie une bataille rangée. Plus de 50 personnes ont été tuées, 500 autres ont été blessées. Misrata, ville côtière à l'est de Tripoli, a aussitôt envoyé des renforts pour soutenir ses brigades. Les quelque 200 pick-ups dotés de canons antiaériens ont finalement été bloqués à Tajoura, ville mitoyenne de la capitale.

La confusion du gouvernement

Khalifa Zway, membre du conseil local de Misrata, dénonce une fausse manifestation : « Ce sont les kadhafistes qui sont derrière ça. Ils sont venus avec des kalachnikovs pour nous tirer dessus. » Jamal Zubia, un des res-

ponsables du Haut comité des révolutionnaires, défend lui aussi le rôle des groupes armés : « Les brigades sont légitimes, elles sont les garantes de la révolution et elles sont sous l'autorité du gouvernement. »

Le gouvernement, justement, a fait preuve d'une confusion totale. Dans une première allocution télévisée, Ali Zeidan, qui fêtait alors sa première année de prise de fonction, a avancé que les premiers tirs venaient des manifestants avant de revenir sur ses paroles, quelques heures plus tard, en affirmant que le rassemblement était pacifique. Le Premier ministre, qui a lui-même été menacé par des groupes armés à différentes reprises, n'a cessé depuis un an d'évoquer leur suppression. Sans jamais agir.

Prévu par la loi numéro 27, votée l'été dernier par le Congrès général national (CGN), le démantèlement des brigades n'a jamais été appliqué. La commission, dirigée par le ministre de l'Electricité Ali Mohammed Muhairiq (membre des Frères musulmans), en charge de sa mise en place, et considéré comme proche des brigades de Misrata, ne s'est pas réunie depuis... juillet.

« Le gouvernement est trop faible, dénonce Ludfi El Jutaa, un Libyen de 53 ans. La solution doit venir de nous, les citoyens. Chaque famille a des

Manifestation du 22 novembre, à Tripoli, pour rendre hommage aux personnes décédées le 15 novembre et soutenir la police et l'armée.



PHOTO: MARYLINE DUMAS

armes chez elle. Il est temps de faire partir les brigades de Tripoli comme nous l'avons fait avec Kadhafi. »

Ali Zeidan a tout de même profité de ces événements pour rappeler que son gouvernement cesserait de verser des salaires aux membres des brigades à partir du 31 décembre prochain. Ceux-ci sont priés de retourner à la vie civile ou d'intégrer l'armée libyenne.

Une armée qui est finalement apparue, avec voitures et armes flamboyantes, dans les rues de Tripoli le 17 novembre, alors que les brigades annonçaient peu à peu leur retrait de la ville. Pourquoi n'est-elle pas intervenue plus tôt ? « Parce qu'elle n'en avait pas reçu l'ordre », coupe le lieutenant-colonel Abdulrazaq al-Shbahy, porte-parole du ministère de la Défense. Depuis la fin de la révolution, il est pourtant question que l'armée intègre les anciens révolutionnaires et membres des brigades qui le souhaitent et prennent la place des groupes armés indomptables. Des formations, en Libye et à l'étranger, ont lieu dans ce but depuis début 2012. Mal organisées et sans moyen, elles laissent pourtant encore à désirer. Tout comme l'armée. En l'absence d'un uniforme commun, les soldats portent des treillis dépareillés. Il est donc difficile de les distinguer d'un

membre d'une brigade ou même d'un civil, puisqu'en Libye la mode est aux couleurs camouflage.

Le départ des brigades reste tout de même relatif : les hommes de Misrata ont quitté leurs quartiers généraux avec leurs armes... voire leurs prisonniers. « Il n'y avait plus rien lorsque nous sommes arrivés ici. Pas une kalachnikov, pas un homme », explique un soldat. Son unité, la 161, a pris possession de l'ancienne académie des femmes militaires, occupée jusque-là par une brigade de Misrata. Le lieu était réputé pour servir de prison secrète.

Un faux départ ?

D'autres brigades, comme celle de Zintan, petite ville agricole qui a gagné en importance grâce aux faits d'armes de ses habitants pendant la révolution, ont choisi de se retirer avant qu'on ne les chasse. Un retrait avant grande pompe, avec présence des télévisions nationales et de membres du gouvernement. Mais certains se méfient.

« Les Zintanis ont juste changé de lieu. Il y a environ 1.000 fermes inoccupées autour de Tripoli, ils se cachent dedans », assure Sadat al-Badri, le chef du conseil local (équivalent de la municipalité) de Tripoli qui a mené

la fronde contre les brigades. Peu apprécié de la population jusqu'à présent, Sadat al-Badri a pris une nouvelle envergure politique en appelant à une grève générale et à des manifestations quotidiennes - suivies pendant une dizaine de jours - pour demander au gouvernement d'agir.

Mais le chef du conseil local ne se repose pas sur ses acquis. Il reste inquiet, car il y a eu des précédents. En septembre 2012, la milice Ansar al-Charia (les défenseurs de la loi islamique, ndlr), soupçonnée d'être impliquée dans l'attaque du consulat américain - qui a vu mourir quatre personnes dont l'ambassadeur -, est chassée de Benghazi, capitale de la région orientale libyenne. Mais dès février 2013, la milice est de retour dans le berceau de la révolution. Un retour discret. « Ils sont revenus sans qu'ils y aient été invités pour sécuriser les secteurs vitaux. Mais on ne les veut pas dans les rues », avait alors déclaré Marawan al-Jahani, employé d'un centre médical. Depuis, le groupe islamiste cherchait à soigner son image en s'investissant socialement : dons de moutons pendant l'Aïd al-Adha (principale fête religieuse musulmane), réparation des routes, campagne anti-drogue... Une générosité filmée et publiée sur Internet.

Est-ce que cela a fonctionné ? Un moment au moins. « Ils ont réussi à obtenir la confiance et le soutien de beaucoup de monde », explique Imbarak al-Nahouwi, un étudiant.

Les Benghaziotes ont pourtant pris parti pour l'armée libyenne lorsque celle-ci a pris le contrôle des quartiers d'Ansar al-Charia le 26 novembre dernier, après des combats qui ont fait neuf morts. Pire, la milice a également été chassée de sa base dans son propre fief, à Derna à l'est de Benghazi. La veille, Mahmoud al-Barassi, un dirigeant du groupe armé, avait indiqué à la télé que la milice « combattrait la démocratie, le sécularisme et les Français » et avait qualifié le GNC et l'armée libyenne d'« apostolats ».

C'est pourtant cette dernière qui semble sortir vainqueur de ces événements. Composée de jeunes recrues inexpérimentées et peu formées - certaines tout droit issues des brigades - ou d'anciens gradés de l'armée kadhafiste, elle manque de moyens. Mais autrefois dénigrée pour son inefficacité et son absence, elle a aujourd'hui acquis une nouvelle popularité.